

explique en partie pourquoi certains pays, même les exportateurs de pétrole comme le Venezuela et l'Indonésie, ont beaucoup emprunté à la fin des années soixante-dix. Le coût élevé du matériel importé utilisé pour mettre les ressources énergétiques en valeur et développer l'infrastructure a également joué un rôle dans l'augmentation de la dette dans ces pays.

En ce qui concerne les banques commerciales, la décision de l'OPEP d'exploiter son pouvoir et de pousser les prix du pétrole à la hausse, amassant ainsi d'énormes surplus qui ont reçu le nom de pétrodollars, devait créer une situation nouvelle. Les principaux pays exportateurs de pétrole ont déposé une grande partie de leurs énormes revenus excédentaires dans les banques des pays industrialisés, forçant ces dernières à « recycler » ces nouveaux fonds. Les banquiers se sont mis, à leur tour, à prêter une bonne part de ces dépôts aux pays du Tiers monde importateurs de pétrole, qui devaient faire face à la hausse du prix de ce combustible. À mesure que la décennie avançait, les prêts consentis devenaient de plus en plus importants. Pour les banquiers, la forte augmentation du prix des produits de base, la croissance continue des économies de la plupart des pays en développement et l'amélioration de l'état des comptes courants créaient des conditions telles que les prêts aux pays du Tiers monde étaient considérés comme de la bonne gestion bancaire. Les taux d'intérêt réels demeurant peu élevés et l'inflation contribuant à réduire le fardeau de la dette, les risques associés à ces prêts paraissaient tout à fait raisonnables.

À mesure que la masse des pétrodollars augmentait, les banques se sont livrées dans le Tiers monde à une concurrence plus vive. M. David Ibarra, ministre des Finances du Mexique jusqu'en 1982, a déclaré: « À cette époque, plusieurs banquiers étaient à mes trousses, voulant à tout prix m'avancer plus d'argent. » (8:25)* Au cours de son mandat ministériel, les prêts de son pays avaient, en fait, augmenté de quelque 30 milliards de dollars. Les grandes banques américaines donnaient l'exemple, encouragées par le fait que les prêts consentis à partir des importants dépôts bancaires en eurodollars, où la plupart des sommes de l'OPEP étaient placées, échappaient à la réglementation des autorités américaines. Elles pouvaient notamment consentir des prêts à des clients situés en dehors des États-Unis sans avoir à constituer des réserves ne portant aucun intérêt. L'opération se révélait par conséquent plus profitable.**

Un des témoins du Comité, William Cline, de l'*Institute for International Economics*, a écrit qu'à l'époque, « certains banquiers éminents affirmaient que les prêts consentis à des États souverains ne comportaient aucun risque parce que les pays ne disparaissent pas »***. Pour éviter que les taux d'intérêt n'augmentent et ne réduisent du même coup leur marge de profit, soit « l'écart » entre les taux d'emprunt et les taux consentis à leurs déposants, les banques ont opté pour des prêts à taux 'flottants' prévoyant un rajustement périodique des taux d'intérêt en

* Les numéros en fin de citation renvoient aux délibérations du Comité et aux témoignages recueillis au cours de la première session de la trente-troisième législature (1984-1986). Le premier chiffre renvoie au numéro du fascicule, le deuxième à la page.

** La réglementation américaine exige des banques qu'elles laissent en dépôt à la Banque fédérale des réserves ne portant pas intérêt et qui soient équivalentes aux dépôts dans leurs succursales américaines ou aux prêts consentis à leurs clients américains. Mais comme les banques n'avaient pas à constituer de réserves pour les fonds en eurodollars prêtés à des clients à l'extérieur des États-Unis, il est devenu plus avantageux pour elles de prêter à l'étranger qu'au pays.

*** *International Debt and the Stability of the World Economy*, p. 99.